XIVme Année. — N° 355. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 29 Mars 1913.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.—; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.—; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Jaunes et Dupes

Les camarades se souviennent de nos discussions avec les syndicalistes à outrance, qui, pleins d'un superbe dédain pour notre « vieil idéalisme dépassé par les faits et la vie », nous annonçaient un *mouvement* ouvrier, fait de *réalités* bien supérieures à toutes nos *abstractions*.

Sans prévention aucune, nous objections que si le syndicat *pouvait* devenir révolutionnaire, il n'était nullement *fatal* qu'il le devienne. Au contraire, il n'en serait ainsi que grâce à une large propagande de nos idées anarchiques, auxquelles il fallait garder toute leur valeur et leur importance, au lieu de vouloir leur assigner un rôle très secondaire. Et les faits de chaque jour sont venus nous donner raison.

Il y a quelques années, une courte période de prospérité industrielle avait produit une certaine agitation dans le monde ouvrier, engendrant les plus grandes espérances. Puis, la soi-disant *crise* d'abord, le renchérissement de la vie et l'augmentation d'impôts ensuite, n'ont pas tardé à produire avec de nombreuses déceptions, le découragement.

Aujourd'hui, nous cherchons en vain autour et loin de nous le syndicalisme : nous ne retrouvons que l'ancien corporatisme réactionnaire et borné. Le syndicalisme révolutionnaire ne subsiste qu'à l'état de théorie, alors qu'il prétendait être de plus en plus la pratique ouvrière. Ses adversaires en parlent avec raison comme « de syndicalisme sans syndicats ». Là où il n'y a pas de syndicats-fantômes, mais des groupements nombreux, hiérarchisés avec quelque argent, c'est non seulement le corporatisme, mais la jaunisse qui triomphe.

Cela ne se passe pas sans tromperies, abus, irrégularités, sans l'emploi de moyens petits et malpropres, c'est entendu, mais à quoi bon s'y attarder du moment que la masse des syndiqués ne s'en aperçoit pas ou ne veut pas s'en apercevoir, et en tout cas les tolère ? C'est donner trop d'importance à quelques faiseurs et malhonnêtes que de s'attaquer à eux ; il ne sont quelque chose que parce que la plupart des syndiqués « conscients » ne sont, eux, absolument rien.

✠

Cette année venait à échéance le tarif des typographes de la Suisse romande, petite fédération qui avait su sauvegarder son indépendance, tout en laissant ses sections jouir d'une certaine autonomie. Cela déplaisait aux exploiteurs de l'organisation ouvrière et à quelques gros patrons, qui comprirent bien les avantages qu'ils pourraient retirer de la centralisation. Aussi ne voulurent-ils plus consentir à la discussion de tarifs locaux, mais prétendirent imposer une convention professionnelle pour toute la Suisse romande, en attendant de n'en faire qu'une seule pour la Suisse entière. Et les ouvriers, tout en reconnaissant pour la plupart que par des tarifs locaux ils pouvaient espérer obtenir mieux, voulurent *se sacrifier* à un soi-disant intérêt général qui était en contradiction avec tous leurs intérêts particuliers. Comprenne qui pourra ; nous avons demandé en vain que l'on veuille bien nous expliquer cela. Pour tout dire, les syndiqués ont marché, non sans quelque résistance et protestation ; la prochaine fois, ils en auront perdu l'habitude et les *hommes de confiance* n'auront plus rien à redouter, la discipline sera complète.

Nous n'entendons pas ici discuter les résultats obtenus ; ils sont à peu près nuls, mais nous reconnaissons sans peine qu'il est bien difficile qu'il en soit autrement. Après un tarif de neuf ans, qui leur avait accordé une augmentation de 3 fr. par semaine, les typographes obtiennent une augmentation de 4 fr. pour les cinq années suivantes. C'est donc pour quatorze ans, une augmentation hebdomadaire de 50 cent. chaque année. Bornons-nous à insister sur ce point que dans des corporations sans organisation ou avec un syndicat-squelette le progrès n'est pas plus lent.

✠

La nouvelle convention se composant de 133 articles, revisée et mise au point par un juriste, membre du Tribunal fédéral, représente le triomphe le plus complet que les jaunes pouvaient rêver de leur principe de collaboration, aussi se sont-ils empressés d'y donner leur adhésion.

Afin de ne pas être taxés d'exagération, voici les tâches que s'imposent les parties contractantes, (art. 4) :

1° Régler les conditions de travail en arrêtant les normes du contrat de travail.

2° Agir en commun contre les patrons et ouvriers (sociétaires ou non sociétaires) qui ne se conformeraient pas au tarif de main-d'œuvre et contre les patrons qui porteraient atteinte aux intérêts professionnels en n'observant pas le tarif minimum des prix d'impression.

3° Faire liquider par des sentences arbitrales tous les différends qui s'élèveraient entre les parties contractantes, ou entre des membres de l'une des associations et un ou des membres de l'une des associations et un ou des membres de l'autre, au sujet de l'exécution des obligations prévues par la présente convention.

4° Régler et surveiller les apprentissages.

5° Prendre des mesures en vue de la stricte observation de la convention professionnelle.

6° Agir en commun contre les patrons qui soumissionneraient des journaux ou publications périodiques déjà existants à des conditions plus basses que celles déjà acquises par l'imprimeur actuel et qui n'ajouteraient pas à leur soumission la surcharge résultant de l'augmentation du tarif de main-d'œuvre.

Le syndicat ouvrier n'a donc pas seulement pour but, selon la définition marxiste, de faire cesser la concurrence entre salariés, mais aussi entre patrons. Ce n'est pas tout. Les ouvriers ne se contentent plus d'exiger une meilleure rétribution de leur main-d'œuvre, ils veulent encore une augmentation du bénéfice patronal. Car, notons-le bien, dans le cas particulier, alors que les salaires sont augmentés du 10 pour cent, une circulaire patronale prévoit l'augmentation du 20 pour les prix d'impression. Ainsi pour obtenir 1 de son patron, l'ouvrier s'engage à faire payer 2 au consommateur.

Nous n'ignorons point que le patronat et la classe riche en général cherchent toujours à se refaire largement de toute nouvelle imposition. Ainsi le propriétaire d'immeubles, frappé d'une taxe nouvelle, augmentera à brève échéance ses loyers, de façon à arrondir son revenu. Mais il paraîtrait tout de même étrange que les locataires s'associassent entr'eux pour mieux le lui permettre. Et pourtant c'est à une énormité semblable que nos syndiqués « conscients » aboutissent.

A toutes ces remarques, il a été répondu simplement que nous voyons les choses trop en noir et que le texte cité par nous n'aura pas du tout la portée que nous voulons bien lui donner. Piètre excuse, car s'il en était vraiment ainsi, il n'y avait qu'à s'opposer à son insertion dans le tarif. En admettant même qu'au début son application soit limitée, il est évident que le patronat en cherchera toujours plus la généralisation et les syndiqués s'engagent formellement, sans restriction, à l'y aider.

Le syndicat devient ainsi une institution odieuse au même titre qu'un trust. C'est une entente patronale et ouvrière contre l'ensemble des consommateurs.

Ajoutons encore, pour être complets, qu'il nous a été déclaré que le Secrétariat typographique international ouvrier ne saurait admettre une autre conception syndicale. Mais nos très savants permanents publieront ensuite des brochures pour nous apprendre que le renchérissement de la vie est supérieur à l'augmentation des salaires, après l'avoir consenti et voulu par convention sur papier timbré, dûment signée et paraphée.

Et n'allez pas tenir de pareils raisonnements aux bons syndiqués ; ils réclameront énergiquement le droit à ne voir pas plus loin que le bout de leur nez et s'irriteront contre les *abstracteurs* retardant le moment de toucher les augmentations.....

Bien entendu, il n'est dit nulle part dans les statuts fédératifs que le but poursuivi est celui d'augmenter le bénéfice patronal, mais nos légalitaires vous répondront nettement qu'il ne faut pas s'en inquiéter. On peut tout décider même au rebours de l'honnêteté et du bon sens.

Voyons, les journaux conservateurs avaient-ils bien tort d'attribuer le renchérissement de la vie à l'action syndicale ? Avec une convention comme celle que nous venons de citer la preuve peut en être mathématiquement faite. Ce sont les ouvriers syndiqués qui non seulement ne croient pas possible de prendre leurs améliorations sur le profit patronal, mais qui estiment que ce profit doit être augmenté dans une proportion plus forte que leur propre salaire !

Généralisez cette méthode des syndicats les mieux compris, les mieux organisés, les plus puissants, etc., et il est facile de prévoir le désarroi économique qui ne tarderait pas à en résulter.

Bornons-nous à ces constatations pour aujourd'hui, non sans avoir bien fait remarquer que si cette convention a été entièrement préparée et imposée par les patrons, les délégués ouvriers ne l'ayant modifiée que dans d'infimes détails, ce sont surtout de soi-disant socialistes qui n'ont hésité devant aucun moyen pour la faire voter coûte que coûte. Elle n'a réuni que 413 voix sur plus de 900 fédérés, mais son acceptation fut quand même proclamée. Son partisan le plus fervent a été Henri Baud, que nous ne nommons pas pour lui donner une importance plus grande qu'à ses compères, mais pour souligner le fait que nous ne nous sommes pas séparés de lui pour de soi-disant questions personnelles, mais bien par une entière opposition d'idées et de méthodes.

L. Bertoni.

Réflexions sur le luxe

Le *Malthusien* de février 1913 a publié un article sur « le luxe et ses conséquences » dont la conclusion est la suivante : « pour qu'une collectivité soit à l'abri du paupérisme, trois conditions sont essentielles, savoir :

1° que la population soit calculée d'après les ressources du sol ;

2° qu'il n'y ait pas de parasites ;

3° que le luxe soit aboli totalement. »

Nous sommes d'accord avec la revue néo-malthusienne et eugéniste de Paris sur le second point ; il nous semble que dans le premier elle ne tient guère compte des relations modernes rapides par terre et par eau, mais nous nous séparons absolument de son rédacteur sur le troisième.

Albert Lecomte rappelle un « Bal des Perles » donné à Washington il y a quelques années où les invitées en portaient pour plus de *cinquante millions* sur elles ; il conte qu'une certaine Américaine a dépensé pour sa toilette, du 1er septembre 1911 au 1er septembre 1912, 250,000 francs et que Mlle Cécile Sorel, artiste de la *Comédie française* de Paris, prétendait ne pouvoir s'habiller à moins de *cent mille francs* l'an. Il combat cette opinion répandue et fausse que le luxe des riches est une chose excellente « parce qu'il fait aller le commerce » et cite cette phrase de J.-J. Rousseau : « Le luxe corrompt tout, et le riche qui en jouit et le misérable qui le convoite. » Il donne enfin quelques chiffres touchant certains commerces de luxe : l'industrie des plumes d'oiseaux exotiques qui emploie 50,000 personnes et provoque plus de cent millions d'affaires par an, des plumes d'oie (5 millions), des plumes de dindons (860,000 francs), des plumes de coqs et de poules (3 millions environ) ; la pêche de la perle qui occupe 80,000 indigènes rien que sur la côte d'Arabie et produit de 80 à 100 millions chaque année et évoque le métier si pénible, si douloureux de ces pêcheurs :

Un homme se pencha sur les eaux purpurines :
La mer tremblait, profonde ; il y plongea d'un bond.
Quand on le retira, le sang de ses narines
Jaillissait ; dans l'air pur il râlait, moribond [1].

L'auteur constate encore que dans les quinze dernières années la consommation des articles en argent a augmenté d'un tiers, celle des objets en or de moitié et avant d'aboutir aux conclusions que nous avons rapportées, il ajoute : « Les progrès toujours croissants du commerce de l'orfèvrerie et de la joaillerie sont-ils l'indice d'une situation économique de plus en plus prospère? Nullement.

Si les ouvriers accroissent leurs dépenses de luxe, c'est qu'ils sacrifient à des préjugés de sotte vanité, c'est qu'ils se paient du superflu avant d'avoir pu acheter le nécessaire[2]; pour s'en convaincre on n'a qu'à compter combien de petites ouvrières dînent avec un petit pain, des frites ou de la charcuterie de qualité inférieure, et cela pour arriver à porter bracelets, bagues et autres colifichets aussi brillants qu'inutiles.

Voici la vérité qu'il faut bien se mettre dans la tête : Si tout le monde, riches comme pauvres, renonçait à toute dépense de luxe, bornant la consommation à ce qui est nécessaire pour vivre d'une façon saine, la question sociale serait bien près d'être résolue. »

Nous n'examinerons pas ce dernier point; nous chercherons seulement si, dans une société normale, dans une société communiste par exemple, il y a place pour le luxe.

Il faut d'abord s'entendre sur le mot luxe car, très probablement, ceux qui le proscrivent de la société idéale ne lui accordent pas le même sens que ceux qui l'y admettent.

Luxe, dit le dictionnaire de Littré : Magnificence dans le vêtement, dans la table, dans l'ameublement — et aussi : Grande abondance, profusion. Le lexicographe lui-même accorde donc au mot luxe deux sens voisins; qui dit magnificence, en en effet, dit souvent profusion, sans toutefois que cette profusion soit de rigueur. Or, si l'on peut admettre que la profusion (ou trop grande abondance soit licite quand la production *de toutes les choses* sera plus considérable que leur consommation, elle ne saurait être admise dans l'état actuel de la société alors que la plus grande partie des individus manque du nécessaire.

Si le luxe n'est que la « magnificence dans le vêtement, dans la table, dans l'ameublement », je ne pense pas — comme le rédacteur de la revue malthusienne — que son abolition entraîne la disparition du paupérisme. La magnificence est la qualité de ce qui est très beau, l'art est donc magnifique. Qui voudrait le retrancher de la vie sociale?

Les besoins fondamentaux de l'être humain se réduisent à quatre : boire, manger, dormir et faire l'amour mais il existe des besoins secondaires presque aussi impérieux qu'eux et le besoin du beau est de ceux-là. Même certains individus placent plus haut le besoin de *consommer* ou de produire du beau que les quatre besoins physiques énumérés ci-dessus. On se rappelle ces artistes de la Renaissance endurant mille maux, supportant mille labeurs, souffrant la faim pour parfaire leur œuvre ou seulement pour s'introduire chez un Maître qu'ils admiraient. Ces enthousiasmes se voient moins de nos jours; sous la ruée capitaliste, notre siècle est devenu réaliste et terre-à-terre. Le monde s'émancipera à nouveau, il connaîtra de nouveaux idéals et revivra les époques ardentes qu'ont connues des générations passées.

Le beau, l'art, sont donc nécessaires. S'ils sont taxés comme objets de luxe, nous nous séparons de l'auteur malthusien; si celui-ci les range dans une classe à part, classe permise et n'entraînant pas un paupérisme forcé, il doit le dire et nous serons avec lui.

Les dépenses extravagantes en perles, en bijoux, en plumes d'oiseaux, en fourrures d'animaux qu'il signale et stigmatise, nous ne les appellerons pas luxe. Pour nous, elles n'ont rien de magnifique. Elles représentent du *gaspillage*.

C'est par suite d'une extension de mots qu'on a appelé « luxe » les dépenses somptuaires effectuées par les riches. Chez eux, le luxe avoisine souvent l'unique somptuosité et l'on a abusivement étendu la même appellation aux deux choses. Un millionnaire peut avoir dans son salon des tableaux admirables, de magnifiques œuvres d'art et des meubles somptueux mais laids. Le tout constituera « son luxe », au regard de la plupart des gens. Pour nous, tableaux et œuvres d'art seront objets de luxe, les meubles — surtout s'il en possède plus que de besoin — constitueront du gaspillage. Dans le langage courant on dit encore quand un ménage de quatre personnes a quinze chambres à sa disposition : « c'est du « luxe. » Non, c'est du gaspillage. Le luxe, émananation, représentation du beau est légitime; le gaspillage ne l'est jamais.

Ces appellations erronées par défaut verbal, ont — pour une certaine part — contribué à produire d'autres défauts. Le gaspillage, appelé luxe, a passé pour tel et luxe étant l'apanage des grands du monde, les petits ont désiré avoir leur luxe aussi. Gabriel Tarde a montré[3] comment les vagues d'imitation se propageaient des maîtres aux esclaves, des patrons aux ouvriers. Le pouvoir d'achat de ces derniers ne leur permettant pas d'acquérir des œuvres d'art, pas même leur reproduction fidèle, l'affreux chromo naquit et ces scènes champêtres d'un fade dessin et d'un coloris inexact que l'on voit épinglés sur les murs dans les petits ménages, achetés de leurs propres deniers ou offerts en réclame par l'épicier du faubourg ou le Grand Magasin de la rue principale; ne pouvant posséder des figurines de Tanagra ou leurs idéales reproductions — pas très chères cependant — non plus les copies de Barye, de Carpeaux, ou des sculpteurs antiques, ils ont encombré leurs cheminées et leurs commodes de chiens en porcelaine, de bustes en plâtre coloriés en un rose coiffeur et un bleu pour saints de cathédrale.

Le faux luxe s'est propagé rapidement et la petite ouvrière, en effet, a économisé sur sa nourriture, au risque d'en tomber malade, pour pouvoir planter dans ses cheveux un peigne en *fausse*-écaille ou épingler à son corsage une broche en *simili*; mariée, elle a chaussé ses gosses de souliers bon marché et les a vêtus d'habits trop vite usés pour dresser, sous une glace mal étamée et au cadre doré avec parcimonie et inélégance, une garniture en *composition* imitant le bronze.

Glace dorée, chiens en porcelaine et chromos ne constituent pas plus du luxe que les fauteuils dorés, lourds et disgracieux du financier. Le tout est gaspillage. Gaspillage capitaliste, voulu, vanté par le capitalisme parce qu'il lui rapporte et supporté par un prolétariat dont l'esthétique n'est pas formée et à qui on ne laisse pas le temps de le faire.

Le luxe est beau et sain. Il est nécessaire. Il est nécessaire parce que seul il peut chasser le faux-luxe et le gaspillage. Sans lui, les points de comparaison manquent et les chromos criards et les ridicules chiens en porcelaine continueraient à être produits et vendus.

Quand, de haute lutte, les ouvriers auront conquis le droit à un repos suffisant pour leur permettre de s'élever un peu plus haut que la brute et que le niveau primaire toléré par leurs maîtres, quand ils auront le temps de fréquenter les musées ou seulement de pouvoir regarder le ciel, les prés et les moissons, ils feront vite justice du faux-luxe qui les opprime et n'opprime qu'eux.

Alors, ils refuseront de le consommer, mais ils refuseront aussi de le produire; ils porteront leurs bras aux usines d'objets utiles, abandonnant celles des articles en toc.

Les artistes continueront leur œuvre, les ouvriers d'art, parferont les belles choses, les ébénistes ajusteront des meubles aux lignes gracieuses, les navettes des tisseurs ne courreront plus que pour de solides vêtements; les maisons s'orneront spontanément; le luxe sera vainqueur du gaspillage et de la misère; le paupérisme sera oublié et jamais en danger de revenir.

M. C.

---

[1] Guyau : *Vers d'un philosophe.*
[2] L'auteur de ces lignes est un ouvrier.
[3] G. Tarde : *Les lois de l'imitation.*

Encore les coopératives

Voici ce que le camarade Pierrot des *Temps Nouveaux* m'écrit au sujet des coopératives dont *Le Réveil* s'occupe depuis quelques numéros :

1° Les coopératives sont-elles utiles en servant de refuge aux militants pourchassés ?

Peut-être autrefois, quand le mouvement coopératif n'était pas déterminé dans son esprit, quand il y régnait un esprit libéral *éclectique*. Mais actuellement où les coopératives sont sous la domination des réformistes, pis, des socialistes-réformistes, il n'y a plus aucun espoir pour les révolutionnaires. Les places des coopératives deviennent des places pour les parents et amis des réformistes et des profiteurs casés dans le M. D. G. (magasin de gros) et ailleurs. Les révolutionnaires seront éliminés peu à peu. Un exemple en est cité par le *Libertaire* (dans les 2 numéros du 8 et du 15 mars) ; on y voit qu'un révolutionnaire a été refusé comme gérant parce qu'il était recommandé par un révolutionnaire connu ;

Les coopératives peuvent-elles aider à l'hygiène alimentaire en vendant des produits purs, non sophistiqués ?

I. Les coopératives tirent leur principal bénéfice de la vente du vin et des apéritifs; elles favorisent ainsi l'alcoolisme. La buvette est l'annexe obligatoire de la coopérative. Les heures de fermeture sont reculées à l'extrême limite. J'ai reçu des renseignements de camarades habitant la province qui sont stupéfiants au sujet de la consommation de l'alcool et de l'encouragement accordé à cette consommation dans les coopératives. Il en est de même à Paris.

II. Les produits alimentaires vendus sont souvent de qualité inférieure. Il s'agit de faire des bénéfices, de faire des affaires.

Dans mon quartier existe une coopérative. Plusieurs sociétaires (ne se connaissant pas entre eux) l'ont quittée à cause de la mauvaise qualité des marchandises. Tout un lot de boîtes de sardines était immangeable. Ces boîtes de sardines venaient du Magasin de gros.

Un autre camarade, habitant Montmartre, s'inscrit à la Bellevilloise « par devoir » quoique ce soit au diable de chez lui. A sa première commande on lui sert 10 kilogs de marrons *moisis*. Les biscuits secs étaient immangeables ; mais ils *imitaient* une marque connue et appréciée. Bel exemple de *contrefaçon*. Ces produits venaient encore du Magasin de gros.

Aux réclamations on répond qu'il faut bien écouler les marchandises, puisqu'elles sont en magasin.

Jamais cela ne se produirait chez un gros épicier. Il jetterait les marchandises au ruisseau pour ne pas perdre sa clientèle.

Dans les coopératives on impose l'écoulement des produits frelatés ou gâtés. On ne se place pas au point de vue de l'intérêt du consommateur, mais au point de vue de l'intérêt de la caisse ou plutôt des fonctionnaires qui gèrent cette caisse.

Imaginez une société fondée sur le coopératisme. Les habitants seraient forcés de manger les produits fournis par les fonctionnaires et de supporter les gaffes de ces fonctionnaires.

La centralisation coopérative serait insupportable.

✠

Je ne puis que confirmer pour mon compte toutes les observations de Pierrot. En Belgique, en particulier, où les coopératives dites socialistes pullulent, j'ai vu qu'elles ont toujours au rez-de-chaussée une vaste salle de café où l'on débite bières et liqueurs. Souvent même la coopérative tourne uniquement autour du café. La plupart de ces institutions n'existeraient même pas sans la vente de l'alcool. Ainsi les coopératives ont non seulement « rouillé » le socialisme, ainsi que le déclarait naguère Vandervelde, mais encore elles contribuent carrément à l'intoxication alcoolique des masses.

La plupart des coopératives suisses débitent également toutes sortes de boissons alcooliques. Voilà qui n'aide pas précisément à développer l'hygiène alimentaire.

Admettons cependant que pour quelques rares produits et dans de rares localités la coopérative fournisse une nourriture saine. C'est, je crois, le cas à Tours avec le pain.

Est-il nécessaire de fonder des coopératives pour lutter contre l'empoisonnement public par les denrées falsifiées ? C'est un moyen bien compliqué et singulièrement aléatoire après tout ce que nous savons sur la presque totalité des coopératives.

L'introduction de la probité dans la production relève, à notre avis, des groupements ouvriers essentiellement, des producteurs eux-mêmes. Le syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste a pour fonction de rendre conscients les travailleurs sur ce qu'ils font. Et le premier principe à développer, si l'on veut fonder une civilisation viable par le moyen des syndicats, est que ceux-ci interviennent de plus en plus dans les détails de la production. Qu'on dénonce sans peur ni reproche les commerçants qui sophistiquent les aliments, qu'on signale les industriels qui potassent la nourriture. Personne ne peut mieux faire cette besogne de salubrité que les travailleurs eux-mêmes, ceux qui sont en contact direct avec les commerçants fripons et les industriels trompeurs. Ainsi les ouvriers organisés auront le public avec eux et ils rendront un service immense à la collectivité.

Notre camarade Nettlau a attiré depuis 13 ans l'attention des travailleurs sur la responsabilité dans la lutte ouvrière. Il est certain que rien de grand ne peut sortir du mouvement ouvrier organisé s'il ne se rend pas compte du rôle qu'il a à jouer dans la production pour la purifier, la rendre saine, la débarrasser des saletés innommables et incroyables dont l'a encombrée le capitalisme. Et il est tout aussi certain que c'est hors des cadres du capitalisme — c'est-à-dire par le moyen des seuls producteurs — que la production peut se purifier et devenir saine.

Encore une fois, développons les groupes libres qui ont en vue de vivifier l'art, la science, les œuvres d'éducation vraiment populaire, appuyons les initiatives qui grandissent les individus, qui les

rendent meilleurs et plus forts, donnons nos forces aux associations prolétariennes qui luttent pour l'égalité et la liberté, mais à condition que ces groupes, que ces initiatives, que ces associations n'aient pas de préoccupations pécuniaires et pas d'idées de monopoles.

Telle est la conclusion que nous laissent en définitive les coopératives. Autant dire qu'elles n'ont rien affaire avec le mouvement socialiste et révolutionnaire. J. W.

Notes en marge

Expulsions... socialistes!

Au Conseil municipal de Zurich, Greulich dans la discussion sur la grève générale zurichoise de l'année dernière s'est plaint amèrement que la police n'ait pas expulsé les kroumirs étrangers, venus pour remplacer les grévistes peintres et serruriers.

Nous n'avons aucune sympathie pour les traîtres quels qu'ils soient, et s'il arrive un fâcheux accident à un briseur de grève, nous ne saurions nous en émouvoir outre mesure, tout en souhaitant que si quelqu'un doit être frappé, ce soit le maître lui-même avant n'importe lequel de ses esclaves.

Mais s'il est une mesure odieuse, dont pas un socialiste ne devrait vouloir en aucun cas, c'est bien celle de l'expulsion. Tout d'abord elle crée une différence entre nationaux et étrangers que rien n'explique, puis nous ne pouvons justifier ainsi le maintien de l'une des mesures plus iniques et révoltantes, dont se soit servie et se sert encore la bourgeoisie contre les hommes d'avant-garde et les réfugiés.

Nous ne comprendrons jamais comment des hommes ayant le culte du « droit de la majorité », lorsqu'ils la représentent à n'en pas douter, viennent encore demander protection à une minorité policière. Mais que diable! faites donc agir directement cette majorité dont vous êtes; il lui sera certainement très aisé d'empêcher les jaunes de travailler sans invoquer des expulsions.

Être minorité peut servir d'excuse et même de raison valable pour ne rien faire; mais pour des gens croyant à la souveraineté de la moitié plus un, une fois cette proportion atteinte, il n'y a plus rien qui doive s'opposer à prendre n'importe quelle décision et à l'exécuter.

C'est vraiment trop drôle! Tout d'abord, il faut chercher à avoir pour soi le nombre, en s'occupant fort peu de tout le reste, et puis quand nous l'avons, voilà qu'il faut continuer à obéir à la minorité! C'est d'elle qu'il faut attendre encore et toujours les mesures de salut!

On ne saurait mieux proclamer et maintenir l'état d'infériorité du prolétariat, tout en prétendant œuvrer pour son émancipation.

Les patrons, eux, bien qu'infime minorité n'hésitent pourtant pas à prononcer un lock-out contre la masse travailleuse. C'est qu'ils croient davantage à leurs privilèges que nous à notre droit le plus imprescriptible. De là leur éternelle victoire et notre non moins éternelle défaite.

Ah! mais!... ça ne finira donc jamais!

Un aveu.

Au Parlement italien, il s'est produit un incident vraiment suggestif. Le rapporteur du budget de la marine Del Balzo avait été vivement critiqué par la presse pour son incompétence et pour avoir recopié textuellement d'une revue technique quelques passages de son rapport. Notre député fit alors au début de son discours cette déclaration précieuse : « On a dit que le rapporteur n'est pas « un compétent en matière navale, mais à la Cham« bre tout le monde a une compétence universelle, « sans quoi il faudrait la fermer et y mettre un « écriteau : A louer! Il serait absurde que de pré« tendre du député une œuvre personnelle et gé« niale en toute matière. »

Cette déclaration provoqua une très vive hilarité, mais ne reflète-t-elle pas l'exacte vérité? Le règne du parlementarisme c'est avant tout le règne de l'incompétence, car forcément dans la plupart des cas le député ne connaît rien à la question sur laquelle il aura à se prononcer.

Cette méthode-là n'en est pas moins celle qui a les plus grandes sympathies du socialisme soi-disant *scientifique*, lequel cherche à l'étendre même de plus en plus au domaine économique. C'est ainsi que les bons syndiqués sont déclarés incapables d'établir les conditions auxquelles ils entendent travailler; il n'y a que des délégués n'exerçant plus le métier ou ne l'ayant jamais exercé qui soient à même de le faire pour les « ouvriers ouvrants ».

Et cette prétention est prise au sérieux par l'*élite* de la classe ouvrière, elle ne soulève pas la même hilarité que M. Del Balzo à la Chambre italienne.

Les trompeurs et les parasites les plus éhontés peuvent se réjouir pour quelque temps encore....

Révolutionnaires subventionnés.

En Italie, à Savone, il y a eu scission entre les syndicats adhérents à la Chambre de travail, les uns voulant entrer à la Confédération générale du travail, les autres, formés de syndicalistes et républicains, s'y refusant. Ces derniers mis en minorité se réunirent à part pour former une nouvelle Chambre de travail *révolutionnaire*. Mais savez-vous le premier acte officiel de cette dernière? Ce fut d'adresser une pétition à la municipalité, afin que la moitié de la subvention allouée à l'ancienne Chambre fût désormais versée à la nouvelle ou tout au moins la moitié des frais de loyer.

Après cela, ces excellents syndicalistes et républicains n'en penseront pas moins être de vrais révolutionnaires!... Les pouvoirs publics subventionnant la révolution, n'est-ce pas là en somme tout le socialisme non utopique de nos plus illustres social-démocrates?

Et seuls des anarchistes confusionnistes comme nous peuvent penser autrement.....

Alexandre Skinas.

Encore un roi qui vient d'être exécuté. Il était resté loin, très loin des champs de bataille où ses sujets sont tombés par milliers, mais une balle l'a atteint quand même et la mort précéda l'apothéose.

En présence de l'effroyable carnage de la guerre, les journaux se sont moins servi qu'à l'ordinaire des clichés bien connus pour stigmatiser l'infâme assassinat, proclamer le respect de la vie humaine, vouer le régicide à la réprobation de tous les temps et de tous les peuples. C'est que vraiment là-bas à l'heure actuelle, on n'en est plus à un cadavre près, et fût-il même royal, il ne saurait vraiment compter pour beaucoup.

Un correspondant du *Secolo* a pu visiter dans sa prison le régicide. Nous savons par lui qu'Alexandre Skinas est un ancien étudiant en médecine, qui n'a pu terminer ses études faute d'argent. Il devint alors instituteur, espérant toujours avec l'aide de ses sœurs économiser enfin les 50 livres turques nécessaires pour acquérir le diplôme en médecine. Lorsqu'il s'aperçut qu'il n'y parviendrait jamais, le découragement s'empara de lui. Il essaya alors d'exercer la médecine sans diplôme, mais il en fut empêché et sa vie devint très misérable. Frappé par la tuberculose, il est aujourd'hui très malade, les yeux vitreux et les joues creuses. Son corps d'une maigreur extrême est secoué par de fréquents accès de toux.

La justice — ah! l'ironie des mots! — s'apprête à tuer ce mourant, qui n'en a pas moins trouvé la force d'affirmer encore sa foi :

— Je suis socialiste. Je le suis devenu quand j'étudiais la médecine à l'Université d'Athènes, je ne saurais dire comment. On devient socialiste sans s'en apercevoir, peu à peu. Tous les hommes bons et instruits sont socialistes. La philosophie de la médecine était pour moi le socialisme.

Et il s'écria enfin :

— J'étais bon. Tout Salonique peut l'affirmer. Le monde, la société rendent les hommes méchants, créent les criminels..... J'étais bon.....

Oui, bon! Sans doute beaucoup meilleur que la plupart de ces milliers d'hommes partis pour la guerre et qui ont commis des atrocités autrement exécrables que l'acte d'Alexandre Skinas.....

Ceux qui le condamneront, seront les mêmes hommes exaltant la guerre et toutes ses horreurs comme les plus hauts gestes des peuples, ne voyant de plus glorieux titre d'honneur que le sang versé. Ah! les répugnants hypocrites!

O Skinas, lamentable soldat de la révolte, tu n'as pas voulu quitter la vie sans faire retentir ta protestation, et puisque rien n'intéresse plus les hommes que le sang, tu en as versé à ton tour.

L'heure de la bonté n'a pas encore sonné; celle-ci est refoulée à chaque instant en nous pour ne laisser éclater que la vengeance sinistre. Mais n'avançons-nous pas quand même le long du douloureux chemin et le jour de la délivrance de ce monstrueux cauchemar de sang, de boue et de mort ne va-t-il pas bientôt se lever?

L. B.

Salle Communale de Plainpalais, rue de Carouge, **vendredi 4 avril, à 8 h. ½ du soir**

Comment il faut révolutionner l'Ecole

Conférence par le camarade **J. WINTSCH**

Œuvres de Bakounine, tome VI. Un fort volume de 436 pages; prix fr. 3,50. En vente au *Réveil.*

Les écrits contenus dans le tome VI des *Oeuvres de Bakounine* qui paraît à la librairie Stock, sont de deux catégories distinctes.

Deux d'entre eux appartiennent à la polémique contre Marx et ses agents; ils ont été rédigés au moment où se préparait la conférence de Londres de septembre 1871, destinée à consolider la dictature personnelle que l'illustre communiste allemand prétendait exercer dans l'Internationale.

Ici et Là

Personnalités.

La mauvaise foi qui sévit dans les élections afin de capter les suffrages des électeurs est incroyable. Et il faut être pas dégoûté pour s'occuper encore de besogne électorale.

Nous avons eu aux dernières élections au Grand Conseil vaudois la présentation de deux listes socialistes. Le comble est que ce furent les candidats qui rallièrent le moins de partisans qui furent finalement élus. Et c'est ainsi que les socialistes légalitaires et patriotes rentrèrent au parlement — où l'on parle et où l'on ment. Ils sont à leur place.

Quant aux autres socialistes, non élus, la presse bourgeoise les qualifie de révolutionnaires. La vérité est que ces socialistes sont précisément les plus enragés antirévolutionnaires que nous connaissions. Constamment les travailleurs les eurent à dos dans les grèves, dans les syndicats, dans les manifestations, car grèves, syndicats et manifestations sont trop révolutionnaires — et l'on sait pourtant que de mémoire de militant pas un acte réellement antilégalitaire n'a troublé notre région d'hôtels.

Le millionnaire philanthrope Suter, le tenancier de la Maison du Peuple de Lausanne, a donc été classé parmi les révolutionnaires. Avec son air hébété, il fait d'ordinaire la révolution en organisant des concerts symphoniques pour la petite bourgeoisie. Mais chaque fois que sa salle de réunion est prise par le peuple ouvrier, ce malheureux est dans tous ses états. Par contre, tous les méchards, profiteurs, pieds-plats de toutes espèces ont ses préférences. Ce qu'il a entrenu de parasites variés, depuis le professeur intarissable qui fait des kyrielles de conférences nulles à 20 francs l'une, jusqu'à l'inutile monsieur du vestiaire, c'est rien de le dire. Ah! le terrible révolutionnaire. Nous disons, nous, le triste pourrisseur.

Autre révolutionnaire, aux dires de la presse bourgeoise : Paul Golay, rédacteur du *Grutléen.* Un monsieur, autrefois instituteur, pour qui la profession était trop pénible et qui aime mieux se faire entretenir par Suter en rédigeant, surtout à coups de ciseaux, un canard hebdomadaire très asthmatique. Au mieux avec les chrétiens sociaux. Ton de chapelle.

Naine, troisième candidat soi-disant révolutionnaire. Celui qui ne croit à rien et qui au fond, s'en fout. Encore un entretenu de Suter pour une rare besogne de vague agent de renseignements. Révolutionnaire s'occupant avant tout de skis et se piquant de littérature. A peu près invisible dans les milieux ouvriers. Aime la restriction mentale des mômiers.

Autre candidat : Viret. Mauvais ouvrier menuisier devenu permanent de la Fédération de l'alimentation après avoir dû démissionner comme secrétaire de l'Union ouvrière pour incapacité. Maniganceur impénitent pour faire rentrer les cotisations de syndicats qui doivent alimenter la caisse dont il vit, en devenant un peu plus gras chaque année. Confusionniste comme pas un, tour à tour pour et contre la grève générale, pour et contre l'Union ouvrière, pour et contre la politique dans les syndicats, etc.

Guggi, enfin, du comité des typographes, où il vient d'appuyer un contrat en vertu duquel le syndicat aura, à titre de réciprocité, à défendre le tarif des imprimeurs, c'est-à-dire les intérêts des patrons. Révolutionnaire aussi ce protagoniste de la jaunisse syndicale.

Tels sont ceux que les feuilles radicales et libérales présentent comme des révolutionnaires. Il est évident que ce sont là d'odieux mensonges et qu'on salit singulièrement le mouvement révolutionnaire en lui attribuant une pareille collection de côtes-en-long, aussi parfaitement imprégnés de pensées et d'habitudes bourgeoises.

Grèves intéressantes.

A Arbon, canton de Thurgovie, les ouvriers tourneurs emoloyés à une fabrique de machines, ont quitté le travail parce que les locaux n'étaient pas assez chauffés.

A Lublin, en Russie, les patrons d'une usine refusant d'augmenter les salaires, les ouvriers déclarèrent qu'ils ne quitteraient pas les ateliers. On dut recourir à la force armée pour les déloger.

Ce sont là des formes nouvelles de grèves qui ont quelque chose d'actif, de vivifiant. Exiger une hygiène convenable du travail, c'est lutter directement pour une meilleure santé, pour un épanouissement de la vie. C'est vraiment rénovateur. Et refuser de quitter son lieu de travail parce qu'on n'est pas satisfait des conditions de travail, c'est prendre l'habitude de se considérer à l'atelier comme chez soi, c'est prétendre en quelque sorte à la possession même du lieu de production, c'est se rapprocher de l'expropriation.

Les révolutionnaires ont à encourager fermement de telles manifestations, parce qu'elles dépassent de cent coudées en valeur révolutionnaire les coutumières petites cessations de travail pour une augmentation de salaire.

L'impuissance des lois.

L'avocat K. Liebknecht a signalé qu'en Allemagne une personne sur douze s'est trouvée en conflit avec le code pénal du pays. « De ce fait extrêmement attristant, ajoutait-il, il s'ensuit que nous souffrons en Allemagne d'une manie à la punition, malpropre vraiment à combattre les délits».

Voilà qui en dit long sur la stupidité de l'autorité. Il n'y a pas un pays où la discipline soit plus enracinée que chez le Kaiser. Tout est mené à la baguette. Et depuis le berceau jusqu'à la tombe le malheureux Allemand a toujours affaire à plus haut placé que lui, l'obligeant à obéir, à se plier, à se diminuer. Et tout cela soi-disant pour qu'il y ait de l'ordre, pour que toute chose marche bien, que rien ne soit laissé à l'imprévu, à l'esprit anarchiste. Or voici que le système se montre si inefficace qu'une personne sur douze, un individu pour deux ou trois familles a eu affaire avec la prison et tout le système de répression publique. Cinq millions sur soixante font constamment acte d'indiscipline — une proportion qu'on ne retrouve pas même en Russie. Qu'est-ce à dire, sinon — les Allemands étant certainement parmi les plus dociles des peuples — que l'autorité est, en fait, d'une parfaite impuissance contre les manifestations de la vie, que le régime de gouvernement ne rime à rien, si ce n'est à tourmenter les gens ?

Espérons que nos voisins sauront enfin s'émanciper de cette manie de punitions, faisant confiance aux individus, reléguant l'autorité aux vieilleries inutiles et malfaisantes.

Bluff bourgeois.

Quand les capitalistes se mêlent de vouloir gérer la production proprement, ils aboutissent à un bluff insensé qui dénote autant l'esprit de lucre des entrepreneurs que la bêtise des clients. Un bel exemple de blague dans la production capitaliste nous est offert par les installations sanitaires que des compagnies anglaises font dans les grands hôtels et chez les riches propriétaires de Suisse et d'Europe.

Avec les progrès de la science et de l'hygiène on est arrivé dans les maisons d'habitation ordinaires, et par des moyens relativement simples et peu coûteux, à faire des conduites d'eau et de gaz, des tuyauteries de cabinets parfaitement satisfaisantes. Il n'arrive plus guère d'accidents par les échappements de gaz, si les maîtres d'état ne font pas faire un sabotage effréné du travail. Incontestablement, il y a eu dans ce domaine un immense progrès dans la civilisation, et un progrès très suffisant.

Mais de soi-disant ingénieurs et médecins, menés par d'habiles capitalistes, font croire aux bourgeois riches que ce qu'on fait pour le commun des mortels est tout à fait déplorable et dangereux. On les épouvante par « les échappements de gaz méphitiques », par « des communications de décharges », par « l'insuffisance de l'antisyphonage » et autres expressions sans signification pratique. Et les bourgeois d'être terrorisés par ces « maladies à brève échéance » (voir prospectus), et d'accorder tous les crédits pour un fignolage de travail absolument ridicule. C'est comme si l'on disait que sous peine d'infection gastro-intestinale, il ne faut pas manger sur une table en sapin, mais uniquement sur une table en or. Et les bourgeois peureux et crétins de commander aussitôt une table en or.

Voilà où en est la production gérée par la bourgeoisie. Gaspillage de forces inouï d'une part, sottise incommensurable d'un autre côté. Ah! la classe dirigeante peut être fière de ses capacités. On peut en rire à gorge déployée, en attendant d'y mettre bon ordre en la chassant des chantiers et de partout. C'est ce que ne manquera pas de faire la classe ouvrière, quand elle aura pris conscience de son rôle.

B. T.

LA CONVENTION DU GOTHARD

Nos bourgeois suisses font grand bruit autour de la Convention du Gothard. Depuis le rachat des chemins de fer par la Confédération, la Compagnie du Gothard, liée à l'Allemagne et à l'Italie par les subventions qu'elle avait reçues de ces deux puissances, devait passer la direction de son exploitation à la Confédération. Celle-ci, naturellement, avait à entrer en pourparlers avec l'Allemagne et l'Italie, car il y avait un contrat à renouveler. Le nouveau contrat est précisément la Convention du Gothard, en vertu de laquelle l'Allemagne et l'Italie, en échange des fonds qu'elles ont avancés pour la ligne de chemin de fer, auront le droit d'intervenir dans les questions de tarifs des lignes suisses en général.

Le Conseil fédéral qui a discuté le contrat prétend que c'est là une bonne combinaison financière pour la Suisse. Et la plupart des bons radicaux disciplinés de Suisse allemande lui donnent raison; ils remercient nos autorités d'avoir si bien compris les intérêts du pays et d'avoir ainsi fait œuvre éminemment patriotique.

Mais une autre partie de bons citoyens radicaux et autres, de Suisse romande plutôt, déclarent que le pouvoir fédéral laisse les Allemands s'immiscer dans notre ménage économique et que nous ne sommes bientôt plus qu'une province prussienne; au nom du patriotisme ils élèvent protestation sur protestation.

Et les flots d'encre de couler, et les palabres de nous assourdir, et les meetings de s'organiser de part et d'autre, toujours par pur patriotisme.

Nous voilà bien perplexes! Où est le vrai patriotisme dans tout cela? Car enfin il y en a au moins deux pour le moment, aussi bruyant l'un que l'autre, aussi exalté, aussi éclairé, aussi sincère, et patati et panama. Pour ne pas nous tromper admettons que tout ce patriotisme est de la blague.

En effet, il y a longtemps que la Suisse est vendue à l'Allemagne, et à d'autres puissances, et qu'elle a mis au rancart toute dignité, toute indépendance réelles.

Le 16 juin 1849 déjà, le Conseil fédéral, sur la demande des autorités allemandes, prit un arrêté contre les réfugiés badois. On vendait le droit d'asile comme des fromages de Gruyère. On comptait alors en Suisse 11,000 réfugiés environ. A peine quatre mois s'étaient-ils écoulés que les diverses mesures de police en avaient réduit le nombre à 1,500. L'ancien membre du gouvernement provisoire de Bade, Strune, alors à Genève, était expulsé; Ravaux et Siegel subissent le même sort. Le colonel Willich est arrêté comme vagabond étranger.

Quelques mois encore, et en mars 1850, on expulsait du territoire suisse tous les réfugiés et ouvriers allemands réunis en congrès de délégués des sociétés allemandes à Morat. Il y avait là représentées, en fait de sociétés subversives, un grand nombre de sociétés de secours mutuels.

Trait piquant, à peine l'unité de l'Italie était-elle constituée, que le Conseil fédéral expulsa Mazzini, le républicain théiste; et simplement parce que M. l'ambassadeur Melegari avait suggéré aux gouvernants de la république suisse que l'expulsion du grand patriote italien serait considérée comme un gage de bon voisinage par la monarchie de Victor-Emmanuel et qu'elle accélerait la conclusion de l'affaire du chemin de fer du Gothard. N'était-ce point un marché, que cette expulsion ? Répondez, fiers Helvètes!

Bien plus. En janvier 1904, on a découvert à Zurich un nommé Metzger-Zollinger qui fréquentait les groupes socialistes et anarchistes depuis deux ans et demi et envoyait au gouvernement allemand des rapports sur les ressortissants de son pays. Or Metzger était subventionné par le directeur de la police zurichoise Rappold.

Un incident fit découvrir cette même année que la police tessinoise fonctionnait non seulement pour le canton du Tessin mais aussi pour le gouvernement italien. Cela ressort d'une lettre d'un M. Bonzanigo, secrétaire de la direction de police. Voici en effet ce qu'il écrivait le 2 février 1904 à la Légation d'Italie qui s'en plaignit au Conseil fédéral :

« Nous nous croyons obligés de vous informer, très honorés Messieurs, que la direction centrale de police soussignée se considère désormais dispensée de l'honneur de pouvoir continuer le service d'informations et de surveillance sur les anarchistes (italiens) demeurant dans notre canton ou qui y font une courte apparition, service rendu jusqu'à présent avec soin empressé et par faveur spéciale pour le compte et sur demande du même consulat royal. »

Voilà comme notre droit d'asile — c'est-à-dire la meilleure partie de la dignité helvétique — était sacrifié depuis longtemps. Et voilà comme l'Allemagne, comme l'Italie se sont introduites depuis longtemps dans notre ménage intérieur avec la complicité de nos patriotiques autorités fédérales et de nos patriotiques autorités cantonales, avec l'approbation tacite aussi de tous nos patriotiques soutiens de l'ordre.

Mais, rappelleront quelques journalistes malins, la Suisse a expulsé aussi un mouchard allemand, un provocateur, le triste Wohlgemuth, au risque de s'amener des histoires avec Bismarck. Oui, mais il faut ajouter que quelques années plus tard, en 1902, on a autorisé Wohlgemuth à rentrer en Suisse, ce qui ne se fait jamais pour aucun expulsé. D'ailleurs l'expulsion avait été absolument imposée aux autorités suisses, tellement l'affaire s'était ébruitée et tellement le personnage était odieux à tout le monde.

Notre indépendance à l'égard des puissances étrangères en général et de l'Allemagne en particulier est disparue et ce n'est pas d'hier. C'est chez Krupp que nous nous servons de canons; toute notre artillerie, braves patriotes suisses, dépend exclusivement du bon vouloir des Allemands. Le voyage même de Guillaume II en Suisse, l'année dernière n'a pas eu d'autres raisons que de régler des affaires commerciales. C'est l'Allemagne qui de beaucoup importe le plus de marchandises en Suisse : pour plus de 260 millions par an sur un total de 490 millions, rien que pour les produits industriels. Nous sommes à sa merci complètement pour la houille, la laine, le coton, le fer. C'est aussi en Allemagne que nous exportons le plus de produits, plus du quart de nos marchandises, surtout les soieries, les fromages, le bétail. Forcément, ainsi que le dit le « Dictionnaire géographique de la Suisse », nous sommes englobés dans l'exploitation du marché des négociants et entrepreneurs allemands.

Aussi, quand on entend nos culottes de peau du *Journal de Genève* crier qu'il faut se rebiffer contre toute intervention de l'Allemagne et des étrangers dans les affaires nationales, n'y a-t-il qu'à hausser les épaules devant tant de sottises ou d'hypocrisies.

Non seulement la Suisse est sous la coupe de l'Allemagne au point de vue économique et policier, mais encore au point de vue de la jurisprudence. On est en train, dans nos hautes sphères, d'unifier le Code pénal. Or ce Code est emprunté exclusivement, et littéralement presque, au Code pénal allemand. Ainsi la république suisse est régie par les lois de l'empire allemand. Les citoyens de la libre Helvétie ont leurs actes sanctionnés exactement comme les sujets du Kaiser.

Et l'on prétend que nous ne sommes pas vendus et revendus, corps et âmes, depuis longtemps à nos puissants voisins. Et l'on feint de protester au sujet d'un nouveau contrat qui ne fait qu'affirmer une fois de plus un état de fait supporté allègrement, patriotiquement, commercialement, policièrement jusqu'à présent ?

Assez de blagues.

Toute la campagne faite autour de la Convention du Gothard est un phénoménal bluff. C'est une manœuvre louche pour faire mousser le patriotisme des citoyens; cela légitimera ensuite de nouveaux armements, des prébendes aux fabricants d'équipements militaires, des places aux aspirants officiers; c'est pour augmenter l'organisme d'oppression du peuple, pour développer encore le pouvoir de l'armée qu'on chauffe à blanc, pour et contre la Convention du Gothard, le patriotisme, le chauvinisme même du public.

Chaque fois que la bourgeoisie se trémousse en alléguant des raisons de principe, soyons sûrs qu'il y a de gros intérêts financiers là-derrière. Cela est encore bien plus évident quand pour une cause — comme avec la Convention du Gothard — deux clans bourgeois cherchent à s'arracher le morceau.

Boutiquerie que tout cela. La liberté, il y a longtemps que le peuple suisse, le peuple des ouvriers et des paysans nationaux et étrangers, l'a perdue. Et c'est pour la conquérir que nous cherchons, nous révolutionnaires, à nous corporer et à développer une solidarité d'action qui ne soit point déléguée.

L'indépendance n'est point dans la Convention du Gothard — contrat commercial ne pouvant intéresser que nos marchands de soupe. Elle est dans l'anarchie : l'entente libre et volontaire des travailleurs et des groupements de travailleurs. C'est le contrat que nous avons à assurer.

J. W.

SOUSCRIPTION POUR L'ÉCOLE FERRER

Genève, S. B. 5.—